

# CONSULTATION

## SOUTIEN FINANCIER EN FAVEUR DE L'EFFICACITE ENERGETIQUE DANS LES BÂTIMENTS

Réponse du secteur électrique français



17 mai 2012

### A. REMARQUES SUR LE CONTEXTE DE LA CONSULTATION

(pages 1 à 4 du document de consultation)

Il est difficile de comprendre pourquoi les bâtiments doivent être au cœur de la politique d'efficacité énergétique de l'UE alors que le transport présente un poids équivalent en terme de consommation et d'émission de gaz à effet de serre et que surtout celui-ci représente une part prépondérante en terme de dépendance extérieur et donc de déficit en terme de balance commerciale.

L'hypothèse que 65 Mtoe (ou encore 180 TWh) soient récupérables sur l'ensemble des bâtiments sur la période 2011/2020 en investissant 600 MM€ n'est pas cohérente avec nos propres estimations dans le contexte français. Ainsi, nos calculs montrent que, sur le segment des particuliers, une économie d'environ 10 Mtoe (120 TWh) ne pourrait être obtenue qu'en investissant au moins 300 MM€. Ceci représente donc 3 fois le niveau unitaire d'investissement calculé par la Commission Européenne.

Il doit être bien clair qu'en ce qui concerne la création d'emplois in fine, les calculs montrent que 850 000 emplois au total seraient créés sur la période 2011/2020 dans l'hypothèse où les 600 MM€ d'investissement seraient réalisés (soit un niveau d'investissement d'environ 700 000 € par emploi créé). Par ailleurs, cette création directe d'emplois ne prend pas en compte les pertes d'emplois qui pourraient être générés au niveau national par la hausse des coûts liée au financement de ces actions (ou même les emplois qui auraient été générés par les programmes de construction d'unités de production énergétiques).

Nous sommes enfin assez perplexes face aux calculs d'effet de levier évoqués par la KfW et une explication de cette évaluation serait souhaitable.

### B. REPONSES AUX QUESTIONS (paragraphe 5.2, page 13 et 14)

#### 1 CONCERNANT LE DYSFONCTIONNEMENT DU MARCHÉ

Il est clair que les niveaux de prix des différentes énergies ne sont pas, en général, à un niveau permettant de justifier facilement les investissements en efficacité énergétique, que ce soit pour des raisons économiques ou réglementaires. Mais en général les coûts des mesures d'efficacité énergétique qui sont également à des niveaux très élevés, ce qui impliqueraient un triplement voir un quadruplement du niveau des prix de l'énergie afin d'assurer un TIR acceptable pour l'investissement.

Au-delà, constater que les prix des énergies ne représentent pas l'ensemble des coûts environnementaux et sociaux constitue également une évidence, mais dans la situation de crise actuelle, il est difficile d'envisager que les pouvoirs publics contribuent de façon volontariste à réguler ces prix dans le sens d'une hausse significative

(cf. l'exemple français du retard d'imputation de la hausse de la contribution au service public de l'électricité (CSPE) sur le niveau des tarifs de l'électricité).

Concernant la distorsion d'intérêt entre occupant et propriétaire, cette situation relève de l'évidence mais il semble difficile de pouvoir la faire disparaître. En France, une initiative législative a consisté à permettre au propriétaire de reporter sur le loyer une partie de la valeur de l'énergie économisée.

Le problème de l'information des consommateurs finaux est également très aigu et se pose d'ailleurs dans les deux sens, soit par absence d'information, soit au contraire par confrontation à une information délibérément déformée par les prestataires. Cette information doit être complétée de façon absolument nécessaire par une formation à la maîtrise de la consommation d'énergie pour éviter en particulier le problème de l'effet rebond (phénomène de reprise de la consommation à la hausse, dû au fait que le client considère que les économies réalisées lui permettent d'augmenter son confort).

Le point sur la formation des filières professionnelles aux technologies nouvelles est également un problème majeur (risque en particulier de malfaçon dans la mise en œuvre) mais le problème se pose déjà sur un simple plan quantitatif. Ainsi, en France, les opérateurs disponibles ne peuvent réaliser que 25 % des objectifs d'isolation des logements d'ici 2020 (d'où in fine un risque supplémentaire de pression sur les prix). De plus sur le segment des particuliers, il n'existe pas, contrairement au tertiaire, d'opérateur compétent sur l'ensemble de la chaîne des dispositifs d'efficacité énergétique.

## 2

### **CONCERNANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS**

#### **Le problème fondamental et incontournable du développement de l'efficacité énergétique réside dans son financement :**

Les hypothèses qui ont cours sur le niveau des investissements nécessaires sont en général largement sous-estimées, spécialement dans la roadmap 2050. Les actions menées au niveau des lampes basse consommation ou des appareils de régulation thermique ont donné des hypothèses d'investissement et de TRI complètement décalées par rapport à ce qu'il importe maintenant de réaliser.

Les investissements nécessaires pour obtenir des réductions de consommation du niveau de 20 % se comptent en centaines de milliards d'euros et sont donc de même niveau que les investissements que nous anticipons au niveau du renouvellement des appareils de production d'énergie ou au niveau des réseaux de transport et de distribution.

De ce fait, nous considérons que les financiers ont pleinement raison d'aborder ce domaine avec une grande prudence face aux risques concernés, car les risques liés à ces investissements sont – dans la situation de crise actuelle – totalement indissociables d'une chute éventuelle des prix de l'immobilier.

L'hypothèse de réaliser des packages d'investissement est séduisante sur le principe (réduction des coûts d'étude, économies d'échelle, augmentation des performances...) mais en pratique cette idée se heurte encore plus au problème de financement.

De façon plus globale, les allocations de fonds structurels de l'UE pour aider le développement de l'efficacité énergétique, tout en étant intéressantes sur le plan du principe, sont tout à fait inadaptées en niveau pour faire face à un objectif de réduction de 20 % de la consommation, sans parler évidemment des hypothèses d'objectifs à 80 % évoquées pour 2050.

Si les objectifs de réduction veulent être réellement atteints, il faut donc :

- Mettre en place au niveau de chaque Etat-Membre un organisme public de financement (de type KfW) dont la finalité sera de couvrir les risques d'investissement et de créer ainsi un effet de levier pour attirer les investisseurs privés
- Renforcer considérablement les fonds structurels de l'UE pour appuyer les organismes publics évoqués ci-dessus, et ceci, plus particulièrement dans les Etats-membres en grave difficulté financière.

### **CONCERNANT LE RENFORCEMENT DU DISPOSITIF DE REGULATION**

L'émergence d'une politique d'efficacité énergétique cohérente ne dépend fondamentalement d'une augmentation des mesures réglementaires, sauf à envisager bien sûr des mesures contraignantes de type obligations de travaux.

De surcroît, par rapport aux dispositifs pré-existants dans ce domaine (par exemple celui des CEE en France) plusieurs nécessités se font jour :

- Ne pas créer des systèmes bureaucratiques qui génèrent surtout des coûts supplémentaires
- Bien s'assurer que ces dispositifs permettent de réaliser des économies réelles (c'est-à-dire mesurées) et non théoriques
- S'attaquer au gisement global d'efficacité énergétique du pays et non simplement à des champs restreints artificiellement par la régulation

Comme exprimé ci-dessus, le problème fondamental réside dans la capacité pour l'acteur individuel de financer des travaux d'un coût très élevé sans impact significatif en retour sur ses dépenses courantes. C'est ce qui explique que les seules mesures réglementaires réellement suivies d'effet ont été jusque maintenant les mesures fiscales de crédits d'impôt ou d'aides sur les taux d'emprunts.

Enfin concernant l'évocation de politiques publiques qui permettrait aux fournisseurs d'énergie d'augmenter leurs profits en vendant d'avantage d'électricité ou de gaz, ceci au détriment des programmes d'efficacité énergétique, deux remarques s'imposent :

- Les utilities ne demandent qu'à pouvoir vendre l'énergie à un prix normal en limitant ainsi les volumes correspondants
- Parler des profits des utilities impliquerait de parler également du profit réalisé par les grands équipementiers intervenant dans le domaine de l'efficacité énergétique.

*Pour plus d'informations sur ce document, vous pouvez contacter :*

**Guillaume MASCARIN**  
Conseiller Affaires Européennes  
Union Française de l'Electricité

[guillaume.mascarin@ufe-electricite.fr](mailto:guillaume.mascarin@ufe-electricite.fr)

19, rue du Luxembourg  
B-1000 BRUXELLES  
Tel : +32 (0) 25 14 90 42  
Mob : +32 (0) 479 265 668

3, rue du 4 septembre  
F-75002 PARIS  
Tel : +33 (0) 1 58 56 69 00  
Fax : +33 (0) 1 58 56 69 09